



CELIAF

Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines
Communication- Responsabilité - Développement

Avis pour le recrutement d'un (e) consultant (e)

Lieu de la mission :	N'Djamena et Moundou
Type de mission :	Mission de consultance pour la réalisation d'une étude de base sur les mécanismes locaux de médiation à N'Djamena et à Moundou.
Date de l'intervention :	Novembre 2026
Durée du contrat :	20 jours
Date limite de soumission des offres	30 octobre 2026

N'Djamena, le 17 octobre 2026

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans les régions du Logone Occidental et de N'Djamena, la cohésion sociale est fragilisée par des tensions intercommunautaires et des clivages religieux qui alimentent la méfiance et le repli identitaire. Les femmes et les jeunes, bien que majoritaires dans la population, restent marginalisés dans les espaces de dialogue et de décision, ce qui limite leur rôle dans la prévention des conflits et la promotion du vivre-ensemble.

Dans ce contexte, la CELIAF met en œuvre le projet « **Brassage intra-communautaires et participation citoyenne des femmes et des jeunes pour la promotion de la paix, du vivre-ensemble et de la tolérance religieuse**, sur 18 mois. Il vise à contribuer à la paix, à la cohésion sociale et à la tolérance religieuse à N'Djamena et dans le Logone Occidental, en favorisant la participation des femmes et des jeunes dans les mécanismes de dialogue et de prévention des conflits.

Le projet prévoit notamment la mise en place de 2 mécanismes locaux de médiation (un par localité), sous forme de comités mixtes réunissant femmes, jeunes et leaders communautaires, chargés de prévenir et de gérer les conflits à l'échelle locale.

Avant de mettre en place ces mécanismes, il est indispensable de connaître ce qui existe déjà : les structures de médiation traditionnelles, religieuses, communautaires, institutionnelles ou associatives qui fonctionnent dans les deux localités, leur mode de fonctionnement, leurs résultats et la place qu'elles accordent aux femmes et aux jeunes. Cette connaissance permettra de s'appuyer sur l'existant, d'éviter les doublons et de fixer une situation de référence pour mesurer les progrès du projet.

Le projet cible directement **200 leaders communautaires et 1 700 jeunes**, tandis qu'environ **20 000 personnes** sont considérées comme bénéficiaires finaux.

La présente activité consiste à réaliser une étude de base par un(e) consultant(e) externe. Elle servira de point de départ à la mise en place, à la formation et à l'accompagnement des 2 mécanismes de médiation.

II. OBJECTIFS DE L'ACTIVITÉ

2.1. Objectif général

Réaliser un état des lieux exhaustif et analytique des mécanismes, acteurs et pratiques de médiation locale dans la zone cible afin de guider la stratégie d'intervention du projet.

2.2. Objectifs spécifiques

Il s'agira spécifiquement de :

- ➔ Identifier et cartographier les mécanismes de médiation et de gestion pacifique des conflits existants (traditionnels, religieux, communautaires, institutionnels, associatifs) à N'Djamena et à Moundou ;
- ➔ Identifier et typologiser les conflits les plus récurrents gérés par ces instances (fonciers, agricoles, familiaux, religieux, commerciaux, etc.) ;
- ➔ Analyser le fonctionnement de ces mécanismes (modalités de saisine, processus de prise de décision, archivage, suivi des accords) ;
- ➔ Évaluer l'inclusivité, l'efficacité et la légitimité de ces mécanismes, en portant une attention particulière à la place des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés ;
- ➔ Analyser l'articulation (liens, collaborations ou conflits) entre ces mécanismes locaux/traditionnels et le système judiciaire étatique ;
- ➔ Identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM/SWOT) de ces structures ;
- ➔ Proposer des recommandations stratégiques et opérationnelles pour le renforcement des capacités de ces acteurs et l'amélioration du système de médiation.
- ➔ Établir des valeurs de référence pour le suivi des indicateurs liés aux mécanismes de médiation.

III. RÉSULTATS ATTENDUS

À l'issue de l'activité :

- ➔ Les mécanismes de médiation existants dans chaque localité sont identifiés et cartographiés ;
- ➔ Les conflits les plus récurrents gérés par ces instances (fonciers, agricoles, familiaux, religieux, commerciaux, etc.) sont identifiés et typologisés ;
- ➔ Le fonctionnement, les forces et les limites de ces mécanismes sont analysés et documentés ;
- ➔ La place des femmes et des jeunes et les obstacles à leur participation sont identifiés ;
- ➔ L'articulation (liens, collaborations ou conflits) entre ces mécanismes locaux/traditionnels et le système judiciaire étatique est analysée ;
- ➔ Les forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM/SWOT) de ces structures sont identifiés ;
- ➔ Des recommandations stratégiques et opérationnelles pour le renforcement des capacités de ces acteurs et l'amélioration du système de médiation sont proposées ;
- ➔ Les valeurs de référence pour le suivi des indicateurs liés aux mécanismes de médiation sont établies.

IV. LIVRABLES ATTENDUS

- ➔ Livrable 1 : Le rapport de cadrage (Inception Report) incluant la méthodologie détaillée, les outils de collecte de données validés (questionnaires, guides d'entretien) et le chronogramme finalisé de la mission (sous 3 jours après signature).

- ➔ Livrable 2 : Le rapport provisoire de l'étude intégrant la cartographie des acteurs et l'analyse approfondie des données de terrain.
- ➔ Livrable 3 : Une présentation synthétique (PowerPoint) pour l'atelier de restitution et de validation.
- ➔ Livrable 4 : Le rapport final de l'étude intégrant les commentaires de l'atelier de validation, accompagné de la base de données brute collectée.

V. PROFIL DU CONSULTANT (QUALIFICATIONS REQUISES)

Le consultant (ou le cabinet) devra répondre au profil suivant :

- ➔ Formation : Diplôme universitaire supérieur (Bac+5 minimum) en Sciences Sociales, Droit, Sociologie, Sciences Politiques, Gestion des conflits ou domaine connexe.
- ➔ Expérience : Minimum de 5 ans d'expérience avérée dans la conduite d'études de base, de diagnostics communautaires ou de recherches sur la cohésion sociale et la médiation.
- ➔ Compétences clés :
 - Excellente maîtrise des méthodes de recherche qualitatives et quantitatives ;
 - Solide connaissance du contexte local, des structures traditionnelles et de la dynamique des conflits dans la zone d'étude ;
 - Excellentes capacités de rédaction, de synthèse et d'animation d'ateliers interactifs.
- ➔ Langues : Parfaite maîtrise du français (parlé et écrit). La connaissance des langues locales de la zone d'intervention est un atout majeur.

VI. CALENDRIER ET DUREE DE LA MISSION

La durée totale de la prestation est estimée à 20 jours ouvrables, répartis sur une période maximale d'un mois, selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Phase 1 (Cadrage & Revue documentaire) : 5 jours
- Phase 2 (Collecte de données sur le terrain) : 5 jours
- Phase 3 (Analyse & Rédaction du rapport provisoire) : 5 jours
- Phase 4 (Restitution & Finalisation du rapport) : 5 jours

VII. DOSSIER A FOURNIR

Les candidats intéressés doivent soumettre un dossier comprenant :

1. Une offre technique : Comprenant la compréhension des TDR, la méthodologie proposée, le chronogramme d'exécution et les CV détaillés (avec références pour des travaux similaires).
2. Une offre financière : Un budget détaillé global (honoraires, frais de déplacement, logistique de collecte).

VIII. SOUMISSION DES OFFRES

Les offres (technique et financière) seront adressées à : Madame la Présidente du Conseil d'Administration de la CELIAF.

Le dépôt se fera au Secrétariat de la Coordination Nationale de la CELIAF sis au quartier Gassi sur l'axe ONECS et à côté du COMBHEN.

Elles devront parvenir au plus tard le 30 octobre 2026 à 16H00.

IX. CRITERES D'EVALUATION

L'évaluation sera faite suivant la grille d'évaluation suivante:

Critères	Notations
Offre technique	60%
Méthodologie	10%
Références et Expériences dans le conduite d'études de base, de diagnostics communautaires ou de recherches sur la cohésion sociale et la médiation.	30%
Qualification	15%
Planning des missions	5%
Offre financière	40%
TOTAL	100%

Pour la CELIAF

La Présidente du Conseil d'Administration



DENODJI Robertine

